



Rapport sur l'apartheid d'Israël retiré- Lettre de démission de Rima Khalaf, secrétaire exécutive de la CESAO (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale)

Par [Rima Khalaf](#)

Mondialisation.ca, 22 mars 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Nations Unies](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Lettre de démission de la secrétaire exécutive de l'ESCWA (commission économique et sociale pour l'Asie occidentale) Rima Khalaf, en réponse à la demande formelle du secrétaire général des Nations Unies pour que l'ESCWA retire la publication d'un rapport qui affirme que l'Etat d'Israël a mis en place une situation d'apartheid.

Cher Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai considéré avec attention votre message transmis par le Chef de cabinet et vous assure que je n'ai à aucun moment remis en question votre droit de retirer la publication du rapport de notre site internet ou le fait que nous tous, travaillant pour le secrétariat, sommes soumis à l'autorité du secrétariat général. Tout comme je n'ai aucun doute concernant votre engagement envers les droits de l'homme en général, et votre position ferme concernant les droits du peuple palestinien. Je comprends aussi vos préoccupations, particulièrement dans ces temps difficiles qui vous laissent peu de choix.

Je ne suis pas insensible aux attaques vicieuses et aux menaces qui pèsent sur les Nations Unies et sur vous personnellement de la part d'importants Etats Membres en réponse à la publication du rapport de l'ESCWA intitulé « Les pratiques d'Israël envers les Palestiniens et la question de l'apartheid ». Je ne trouve pas surprenant que de tels Etats Membres, qui ont maintenant des gouvernements qui se préoccupent peu des normes et valeurs internationales concernant les droits humains, aient recours à l'intimidation quand ils trouvent difficile de défendre leurs politiques et pratiques illicites. Il est normal que des criminels mettent la pression et attaquent ceux qui défendent la cause de leurs victimes. Je ne peux pas me soumettre à une telle pression.

Ce n'est pas en vertu de mon statut d'officiel international mais en vertu de mon statut d'être humain honnête, que je crois, comme vous, dans les valeurs et principes universels qui ont toujours été les lignes de conduite du bien dans l'histoire humaine, et sur lesquels une organisation comme la notre, les Nations Unies, est fondée. Comme vous je considère que la discrimination envers toute personne sur le motif de sa religion, de sa couleur de peau, de son sexe ou de son origine ethnique est inacceptable, et que de telles discriminations ne peuvent être rendues acceptables par les calculs de l'opportunisme ou du pouvoir politique. Je considère de plus que les peuples ne devraient pas seulement avoir le droit de dire la vérité au pouvoir mais ils ont

le devoir de le faire.

En l'espace de deux mois, vous m'avez demandé le retrait de deux rapports produits par l'ESCWA, pas à cause de fautes que l'on aurait commise dans ces rapports, et probablement pas parce que vous étiez en désaccord avec leur contenu, mais à cause de la pression politique exercée par des Etats Membres qui violent gravement le droit des peuples de la région.

Vous avez vu que les peuples de cette région vivent une période de souffrance inégalée dans l'histoire moderne, et que le nombre considérable de catastrophes aujourd'hui résulte du flot d'injustices qui furent ignorées, camouflées ou ouvertement approuvées par des gouvernements puissants à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Ces mêmes gouvernements sont ceux qui vous mettent la pression pour faire taire la voix de la vérité et l'appel pour la justice présentés dans ces rapports.

Etant donné ce qui précède, je ne peux que maintenir les conclusions du rapport de l'ESCAW comme quoi l'Etat d'Israël a établi un régime d'apartheid qui recherche la domination d'un groupe racial sur un autre. Les preuves fournies dans ce rapport rédigé par des experts de renom sont nombreuses. Tous ceux qui ont attaqué ce rapport n'ont pas eu un mot pour son contenu. Je considère comme mon devoir de mettre en lumière le fait légalement et moralement indéfendable qu'au 21ème siècle existe encore un état d'apartheid, plutôt que de supprimer les preuves. En disant cela je ne clame aucune supériorité morale ou vision supérieure. Ma position est influencée par une vie d'expériences où j'ai vu les conséquences désastreuses pour la paix quand on bloque les plaintes des peuples dans notre région.

Je réalise que je n'ai que peu de choix. Je ne peux pas retirer maintenant un autre dossier des Nations Unies bien documenté et faisant suite à des recherches approfondies sur les violations graves des droits humains bien que je sache que des instructions claires du secrétaire général doivent être appliquées rapidement. C'est un dilemme que je ne peux résoudre que par ma démission pour permettre à quelqu'un d'autre de fournir ce que je ne peux fournir en bonne conscience. Je sais que je n'ai plus que 2 semaines à mon poste ; ma démission n'est donc pas destinée à exercer une pression politique. C'est simplement car je pense que c'est mon devoir envers les peuples que nous servons, envers les Nations Unies et envers moi même, de ne pas retirer un témoignage honnête sur un crime en cours qui est à la racine de tellement de souffrances humaines. En conséquence, je vous remets par la présente ma démission des Nations Unies.

Avec tous mes respects,

Rima Khalaf

Publié initialement sur le site de l'[Association France Palestine Solidarité](#), 21 mars 2017

Reportage d'EuroNews au sujet du rapport qui a été retiré :

Un rapport polémique accusant Israël d'imposer un « régime d'apartheid » aux Palestiniens est en train de créer une tempête politique. Le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères a qualifié ce rapport de propagande nazie, fortement antisémite. Les États-Unis ont également exprimé leur indignation.

Le rapport a été publié par la CESAO (la Commission économique et sociale pour l'Asie

occidentale). Sa Secrétaire exécutive, Rima Khalaf, a depuis démissionné. Elle a déclaré:
« On...

LIRE L'ARTICLE: <http://fr.euronews.com/2017/03/18/dem...>

18 mars 2017

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Rima Khalaf](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Rima Khalaf](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca